

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2022-06-13-00009

Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté de
prescriptions complémentaires du 7 juin 2021
encadrant les installations exploitées par la
société STORENGY à Beynes (78650) chemin de
Fleubert

ARRETE

modifiant l'arrêté de prescriptions complémentaires du 7 juin 2021 encadrant les installations exploitées par la société STORENGY à BEYNES (78 650) chemin de Fleubert

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 mars 2009 autorisant la société STORENGY (ex GAZ DE FRANCE) à exploiter des installations de surface du stockage souterrain de gaz sur le territoire de la commune de Beynes (78 650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2021-06-07-00001 du 7 juin 2021 prescrivant à la société STORENGY à BEYNES (78 650) des prescriptions complémentaires

Vu le dossier de porter à connaissance transmis le 20 mai 2021 par la société STORENGY relatif au projet SpotCare sur son site de Beynes (78 650) chemin de Fleubert ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mai 2021 ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis le 19 mai 2022 par la société STORENGY relatif à la modification projet SpotCare sur son site de Beynes (78 650) chemin de Fleubert ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 juin 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant en date du 30 mai 2022 et sa réponse le 31 mai 2022 ;

Considérant que la modification du projet SpotCare portée à connaissance le 19 mai 2022 n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires notables pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant toutefois que le changement de nature de la source vibratoire entraîne une augmentation ponctuelle diurne des nuisances sonores qui nécessite une dérogation temporaire de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 2009 susvisé, mais que les niveaux sonores susceptibles d'être perçus aux premières habitations sont de l'ordre de 46 à 52 dB ;

Considérant que le changement de nature de la source vibratoire entraîne la nécessité de mettre à jour certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2021 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

L'article 2 « Conformité au dossier du projet SpotCare » de l'arrêté préfectoral n°78-2021-06-07-00001 du 7 juin 2021 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est tenu d'exploiter les installations du projet SpotCare conformément aux plans et données techniques et organisationnelles contenues dans les dossiers de porter à connaissance des 20 mai 2021 et 19 mai 2022.

En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté préfectoral, des arrêtés préfectoraux complémentaires et des réglementations autres en vigueur. »

ARTICLE 2 :

L'article 3 « Installations autorisées pour le projet SpotCare » de l'arrêté préfectoral n°78-2021-06-07-00001 du 7 juin 2021 susvisé est remplacé de la façon suivante :

« Le projet SpotCare est un système qui génère des ondes acoustiques et est composé :

- De récepteurs, appelés géophones enterrés à 50 cm de profondeur sont installés sur le domaine public et sur le foncier de STORENGY.
- D'une source vibratoire de type camion vibreur, placé sur la plateforme du puits B105, dont les caractéristiques vibratoires sont les suivantes : source fonctionnant de façon ponctuelle à des fréquences de 8 à 120 Hz.
- D'hydrophones positionnés sur la plateforme B 109 et implantés dans le sous-sol nécessitent la réalisation d'un forage de 30 m de profondeur (diamètre 123 mm). La présence de ces hydrophones permettra de réaliser

une analyse fine des données récoltées. Concernant le forage, l'objectif est de permettre l'installation d'une antenne verticale d'hydrophones pour des mesures géophysiques. Ce dispositif de récepteurs permettra d'améliorer la détectabilité des effets de progression du gaz. »

ARTICLE 3 :

L'arrêté préfectoral n°78-2021-06-07-00001 du 7 juin 2021 susvisé est complété par un article 4 bis ainsi rédigé :

« ARTICLE 4 bis : Dépassement autorisé des limites de bruit

Storengy est autorisé à dépasser la limite de bruit en limite de propriété de l'établissement fixée à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 susvisé pour la période de jour (allant de 7h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés) dans les conditions cumulatives suivantes :

- le niveau sonore en limite de propriété ne devra pas dépasser la valeur de 90 dB ;
- le dépassement de cette valeur limite est autorisé pour une période maximale de 3h consécutives dans une journée, et dans la limite de 8 jours entre la publication du présent arrêté et le 1^{er} mai 2023 ;»

ARTICLE 4 - Affichage

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Beynes où toute personne intéressée pourra le consulter.

Un extrait, énumérant notamment les motifs et considérant principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 5 – Délai et voie de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

1°) par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, la sous-préfète de Rambouillet, le maire de Beynes, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le

13 JUIN 2022

Le Préfet, par délégation,
l'adjointe à la chef de l'unité départementale



Marielle MUGUERRA

